



GÉRER LA VARIABILITÉ DES PRIX

David King, Secrétaire général

Depuis deux ans, la volatilité des prix des produits et des intrants agricoles ébranle les agriculteurs. Quant aux gouvernements, l'incapacité du système international des échanges commerciaux à assurer leur sécurité alimentaire les secoue tout autant.

Lors de sa Conférence annuelle des produits, tenue à Dublin à la fin de juillet 2009, la FIPA a eu la chance d'accueillir des économistes internationaux de premier rang qui ont proposé des solutions concrètes pour assurer la gestion de la volatilité des prix. Qui sont-ils et vont-ils travailler en faveur des agriculteurs?

Le Dr Maximo Torero, directeur de la Division Marchés, Commerce et Institutions de l'IFPRI, a proposé un système de « Réserves virtuelles » pour minimiser la spéculation sur les produits alimentaires. Selon l'IFPRI, la spéculation est la source de la plupart des flambées anormales des prix qui ont frappé les marchés céréaliers au cours des cinq premiers mois de 2008. La Réserve virtuelle constituerait un engagement concerté des pays du G14 et des grands exportateurs de céréales à contribuer à un fonds de 12 à 20 milliards de dollars pour intervenir sur les marchés céréaliers à terme. Cette somme n'est pas censée correspondre à des dépenses budgétaires réelles. Il s'agit d'un fonds virtuel qui servirait à effectuer des transactions sur les marchés à terme, et des ventes à terme chaque fois que le prix des céréales vivrières grimpe fortement, au delà de ce que justifient les principes fondamentaux de l'offre et de la demande. Les ventes à découvert à même le fonds feraient baisser les cours du disponible et minimiserait les risques d'attaques spéculatives. Le fonds ne déboursait rien sauf si, exceptionnellement, il s'avérait nécessaire de réaliser les ventes à terme. L'IFPRI propose d'ajouter à la Réserve virtuelle une réserve concrète de 300 000 à 500 000 tonnes de céréales de base à utiliser en cas d'urgence.

Selon la FIPA, il faut mettre fin à la spéculation sur les produits alimentaires. Les réactions traditionnelles à la spéculation telles que le maintien des réserves alimentaires mondiales ou la réglementation des échanges de produits de base ont posé certains problèmes dans le passé, et cette proposition doit donc être examinée de près.

Quant à la FAO, elle a proposé d'autres solutions pour faire face à la volatilité des prix et aux problèmes que ce phénomène pose aux pays en développement. À Dublin, le professeur Alexander Sarris, directeur de la Division du commerce et des marchés de la FAO, a proposé quatre nouveaux mécanismes financiers internationaux qui pourraient aider les pays en développement. Le premier concerne les politiques agricoles des pays de l'OCDE. S'inspirant de l'idée des marchés du carbone où les entreprises ou les pays peuvent acheter des contreparties pour compenser le

carbone qu'ils produisent, la FAO propose que les pays de l'OCDE offrent une aide financière compensatoire aux producteurs des pays en développement aux fins de compenser le soutien agricole à effet de distorsion qu'ils octroient aux producteurs de l'OCDE. Un fonds de développement mondial serait créé et attribué aux agriculteurs admissibles des pays en développement pour les aider à accroître leur capacité de production (ex. : sous forme de recherche, de capital humain, ou encore de soutien institutionnel ou commercial).

La deuxième proposition de la FAO consiste dans une nouvelle Facilité de financement des importations alimentaires (FIFF). Avec l'appui des banques d'exportation, cette FIFF permettrait de rehausser les plafonds de crédit, ce qui rendrait les pays en développement à même de financer les importations alimentaires commerciales lorsque les prix des produits alimentaires sont élevés. Elle ne répondrait toutefois qu'aux besoins financiers qui dépasseraient le cadre des importations alimentaires commerciales normales.

Lorsque les prix sont élevés, il arrive que les grosses entreprises commerciales n'honorent pas les contrats et vendent leurs produits à des prix beaucoup plus élevés sur les marchés au comptant. C'est ce qui s'est produit en 2008. La troisième proposition de la FAO consiste donc à créer un arrangement international d'échange des produits céréaliers (IGCA) qui garantirait la disponibilité des approvisionnements nécessaire à l'exécution des contrats céréaliers. Cette formule s'apparente à ce qui se fait déjà pour les échanges de produits de base. L'IGCA recourrait à ses réserves financières pour garantir la présence des liquidités nécessaires à l'exécution de chaque contrat au cas où un participant ne pouvait respecter ses obligations.

La dernière proposition de la FAO consiste à répondre aux besoins des pays en développement exportateurs et dépendant des produits de base. Elle a pour but de créer un système d'échange automatique basé sur les marchés en cas de baisse des profits des exportations agricoles. Ce système est semblable au programme FLEX de l'UE ou de la facilité FFC du FMI. Il présente toutefois l'avantage suivant : les versements se font de manière automatique et objective. Il a pour but de faire le lien entre les versements compensatoires liés aux produits et les produits financiers indexés.

La FIPA lancera un débat sur ces propositions afin de vérifier si les agriculteurs devraient favoriser ces solutions pour faire face à la volatilité des prix ; cette initiative vient s'ajouter à ses travaux en cours sur les instruments de gestion des risques. Les marchés doivent fonctionner librement et de manière équitable ; les propositions avancées à la Conférence des produits de la FIPA tenue au château de Dublin pourraient s'avérer la solution pour redonner aux agriculteurs confiance dans les marchés agricoles.

dans cette édition:

Editorial	1
Réunions des Comités des agricultrices et des jeunes agriculteurs en parallèle de la Conférence des produits de la FIPA	2
1er Colloque international du CIHEAM sur la signalisation des terroirs	3
10e Séminaire régional des groupes d'intérêt économique et social ACP-EU	3
Conférence mondiale de l'Organisation mondiale pour la santé animale (OIE) et de la FAO sur la fièvre aphteuse	4
Participation de la FIPA aux Pourparlers de Bonn sur le changement climatique	4
Conférence régionale ANASE-FAO sur la sécurité alimentaire	5
La 77e Session générale du Comité international de l'OIE	6
Forum sur les défis et perspectives de l'agriculture paysanne quant à la sécurité alimentaire	6
La gestion des risques climatiques et l'assurance agricole ont été débattues en Uruguay	7
Lancement d'un nouveau site Web sur les Indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles (ASTI)	7



Présidents des Comités des produits et président de la FIPA, Ajay Vashee



IFAP Comité des agricultrices de la FIPA



Présidente du Comité des jeunes agriculteurs, Kati Partanen

ACTIVITÉS DE FIPA

Réunions des Comités des agricultrices et des jeunes agriculteurs en parallèle de la Conférence des produits de la FIPA

La Conférence des produits de la FIPA de 2009, dont l'Irish Farmers' Association (IFA) fut l'hôte, s'est tenue au château de Dublin, en Irlande. Plus de 100 dirigeants agricoles issus de 40 pays y ont participé. Cette Conférence a été précédée des sessions du Comité des agricultrices de la FIPA et du Comité des jeunes agriculteurs de la FIPA. Cette conjonction a permis à une délégation plus nombreuse de femmes et de jeunes agriculteurs de participer aux débats sur les produits.

Dans son allocution d'ouverture, le président de l'IFA, M. Walshe, a insisté sur trois enjeux : indépendance alimentaire, fuite de carbone et agriculture durable. Il a ajouté qu'il faudrait donner aux agriculteurs des pays en développement les moyens d'accroître la production intérieure pour réaliser la sécurité alimentaire nationale.

Le président de la FIPA, M. Ajay Vashee, a déclaré qu'« il y a manifestement une crise de confiance dans l'agriculture, car les agriculteurs sont saisis par la réalité de la volatilité des prix et des coûts qui les confronte durement à l'instabilité des marchés ». Les marchés doivent être favorables aux agriculteurs, et ce n'est certes pas ce qui se passe, a-t-il ajouté. « Si l'on ne maintient pas la viabilité de l'agriculture, l'avenir des jeunes qui se lancent en agriculture sera peu reluisant, et la sécurité alimentaire de la plupart des femmes sera menacée. »

Le président Vashee a souligné les changements climatiques, la volatilité des prix, le pouvoir des supermarchés et les investissements dans l'agriculture comme des sujets d'intérêt commun pour l'ensemble des groupes de produits de la FIPA.

La présidente du Comité des agricultrices, Karen Serres (France), a annoncé le thème de la Journée mondiale de la femme rurale de 2009 : « Les femmes rurales au cœur de l'innovation », qui sera célébrée le 15 octobre par les organisations agricoles et internationales du monde entier. Le Comité a émis dix messages clés visant à renforcer le pouvoir des femmes en agriculture et à promouvoir leur contribution aux moyens de subsistance ruraux.

La présidente du Comité des jeunes agriculteurs, Kati Partanen (Finlande), a présenté à la séance plénière la « Déclaration des

jeunes agriculteurs de la FIPA », qui souligne l'importance de doter les jeunes agriculteurs des instruments nécessaires pour faire face au problème de la volatilité des prix et à d'autres risques, et qui contient également un plan d'action à sept piliers.

Le président du Groupe des produits laitiers de la FIPA, Wesley Judd (Australie), a présenté sept recommandations formulées par ce Groupe, qui soutient l'« Initiative mondiale pour la durabilité du secteur laitier » menée par la Fédération internationale de laiterie pour faire valoir les meilleures pratiques adoptées par les producteurs laitiers pour faire face aux changements climatiques.

Le président du Groupe des céréales et oléagineux de la FIPA, Xavier Beulin (France), a exprimé l'inquiétude de ce Groupe face à la forte volatilité des prix sur les marchés des céréales et des oléagineux, situation particulièrement difficile pour les agriculteurs des pays en développement qui ne bénéficient d'aucune protection sociale.

Le président du Groupe des viandes et aliments du bétail de la FIPA, Lourie Bosman (Afrique du Sud), a signalé que ce Groupe avait accordé beaucoup d'attention au bien être des animaux, surtout par la voie de l'OIT mais aussi de la FAO. Ce Groupe s'est également occupé d'identification et de traçabilité des animaux, éléments importants pour le maintien de la confiance des consommateurs dans les produits animaux.

Le Groupe des produits tropicaux de la FIPA, dirigé par son vice-président Gerald Sendaula (Ouganda), a cerné trois sujets d'intérêt commun à l'ensemble des producteurs de produits tropicaux, qui constituent le cœur du programme de travaux de ce Groupe : certification, information sur les produits et renseignements commerciaux.

La série complète des documents issus des conférences est publiée sur le site Web de la FIPA :

<http://www.ifap.org/es/newsroom/conferenciadublin2009.htm>

Les photos sont publiées sur Flickr à l'adresse suivante :

<http://www.flickr.com/photos/ifap/>

Les vidéos de tous les conférenciers de la session plénière sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.vimeo.com/groups/21008/videos>

1er Colloque international du CIHEAM sur la signalisation des terroirs, Paris, 2 3 juillet 2009

L'IAM¹ de Montpellier a, dans le cadre de la Haute École des Terroirs Méditerranéens, organisé un colloque intitulé : « La signalisation des terroirs. Pourquoi ? Comment faire ? Concepts, méthodes, pratiques et témoignages » qui a rassemblé plusieurs chercheurs, professionnels, scientifiques et représentants des autorités régionales, entre autres.

La FIPA, à titre de partenaire du CIHEAM, a accepté l'invitation de l'IAM de Montpellier à ce colloque. En effet, la promotion de produits de qualité et le développement des terroirs méditerranéens figurent parmi les priorités de la FIPA, surtout pour son Comité méditerranéen.

Ce colloque fut l'occasion d'un échange multilatéral et ouvert de vues sur la signalisation des terroirs (lien entre un produit et un lieu précis) et sur la façon dont cette notion cadre avec l'intention de créer une étiquette « Terroirs méditerranéens ». « La promotion de la qualité et de nos signalisations géographiques est l'une des quatre grandes priorités des ministres de l'Agriculture de la région méditerranéenne », a confirmé B. Hervieu, secrétaire général du CIHEAM.

La promotion de la qualité qui recourt aux signalisations géographiques, aux marques collectives ou à d'autres étiquettes est considérée comme une forme de protection et de différenciation des produits sur un marché de plus en plus mondialisé. Dans la recherche constante d'un avantage compétitif, ces outils peuvent faciliter l'accès des produits aux marchés, tout en faisant la promotion des origines et spécialités locales, ainsi que du savoir-faire.

L'expérience des éleveurs de bovins à Thibar (Tunisie), telle que décrite par K. Daoud (UTAP – Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche), en est un excellent exemple. Leur demande d'une marque de certification pour leur viande a abouti à la création d'un groupe interprofessionnel chargé du contrôle de la qualité et de la coordination pour l'ensemble du secteur. Cette méthode qui consiste à faire appel aux exploitants pour les contrôles de qualité, conformément aux valeurs de partenariat et de participation, se traduit par un revenu garanti pour les producteurs et par une meilleure coordination entre toutes les parties prenantes.

Ce débat a révélé que, lorsque des expériences régionales de signalisation des terroirs s'étendent à l'échelle du Bassin méditerranéen, elles prennent une dimension nouvelle qui accroît la complexité dont cette signalisation fait déjà l'objet. L'image du terroir, son exploitation économique, la notoriété et la légitimité de l'affichage... sont autant de facteurs dont il faut tenir compte dans l'élaboration d'une stratégie collective telle que celle qui entoure la marque générale pour la Méditerranée.

Renseignements supplémentaires : http://www.iamm.fr/ress_doc/multimedia/conferences/#3

¹Institut agronomique méditerranéen de Montpellier

10e Séminaire régional des groupes d'intérêt économique et social ACP-EU

C'est sous les auspices de l'Assemblée parlementaire conjointe des ACP et de l'UE que le Comité économique et social européen (CESE) a organisé du 28 au 30 juin 2009 son 10e séminaire régional à Gaborone au Botswana.

Y ont participé des représentants de pays membres de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), des membres du CESE, des membres ACP du Comité de suivi ACP-UE ainsi que des représentants d'organisations socioprofessionnelles régionales et internationales. La FIPA était de son côté représentée par M. Serge Benstrong (Seychelles), M. Stephen Ruvuga (Tanzanie), M. Mamy Rajohanesa (Madagascar) et Bader M. Dioula (coordonnateur régional pour l'Afrique). Le président de l'EAFB (M. Philip Kiriwo) et les représentants des agriculteurs du Lesotho, de la Namibie et du Swaziland étaient également présents.

Le séminaire avait pour but d'assurer le suivi des négociations sur les accords de partenariat économique (APE) et des problèmes propres aux pays membres de la SADC. Les participants ont débattu de la question de la sécurité alimentaire, de l'impact de la crise économique et financière sur l'Afrique ainsi que de la participation d'acteurs non étatiques de la région à la mise en oeuvre de l'Accord de Cotonou.

Conclusions

Sur les APE – Les délégués ont souligné que les négociations portant sur la conclusion d'accords de partenariat économique détaillés avec les quinze pays membres de la SADC devaient se poursuivre à un rythme approprié et dans certaines conditions. Ces négociations devraient être accompagnées de mesures visant à restructurer les industries de la SADC, à encourager la diversification des produits, le développement de l'infrastructure et la modernisation des secteurs agricoles. Les délégués ont également demandé que des chapitres sociaux et environnementaux soient inclus dans les futurs accords de partenariat économique.

Sur l'impact de la crise économique et financière sur l'Afrique – Les participants ont demandé que les engagements d'aide existants à l'égard de l'Afrique soient accomplis et que des possibilités de financement additionnel soient explorées. Les groupes d'intérêt économique et social ACP-UE ont souligné la nécessité de mettre en oeuvre le pacte mondial de l'emploi de l'OIT.

Sur la participation d'acteurs non étatiques de la SADC à la mise en oeuvre de l'Accord de Cotonou – Les participants ont invité leurs autorités nationales et la CE à intensifier leurs efforts pour diffuser l'information sur l'Accord de Cotonou, organiser des consultations avec les acteurs non étatiques et lancer des programmes de renforcement des capacités des acteurs non étatiques.

Sur la sécurité alimentaire – Les participants ont accueilli avec satisfaction le regain d'intérêt dans le monde pour la sécurité alimentaire en Afrique et souligné le rôle crucial que jouent l'agriculture et le développement rural intégré de leurs pays. Les délégués ont demandé :

- que la sécurité alimentaire soit considérée comme un droit de l'homme et qu'une réflexion soit lancée sur le traitement du secteur agricole dans les négociations sur le commerce international;
- que la politique agricole et le développement rural intégrés soient placés au cœur des stratégies de développement nationales et internationales, axées qu'ils seraient sur le soutien aux marchés locaux et régionaux ainsi que sur le bien-être de la population rurale;
- que l'infrastructure, le transfert de technologie et la disponibilité en tout temps de facteurs de production reçoivent la priorité;
- que les capacités des organisations paysannes, des associations de femmes et des associations de consommateurs soient renforcées et que ces organisations soient consultées à intervalles réguliers et invitées à participer à l'élaboration des politiques agricoles et des processus de prise de décisions.

Pour de plus amples renseignements, voir à l'adresse suivante : http://www.eesc.europa.eu/sections/rex/acp/index_en.asp?id=2073005rexen

Conférence mondiale de l'Organisation mondiale pour la santé animale (OIE) et de la FAO sur la fièvre aphteuse - "Vers le contrôle de la maladie à l'échelle mondiale"

La conférence mondiale de l'OIE et de la FAO sur la fièvre aphteuse a eu lieu du 24 au 26 juin 2009 à Asuncion (Paraguay). Près de 550 personnes venues de plus de 110 pays y ont pris part dont des délégués de l'OIE, des parties prenantes, des représentants de la FAO et d'autres organisations internationales et non gouvernementales.

L'OIE a décrit son initiative qui vise à créer un mouvement en vue de l'élimination d'une des maladies animales les plus importantes et dévastatrices de la planète. La fièvre aphteuse est une maladie grave très contagieuse qui touche différentes espèces de ruminants et de porcs. Non seulement elle entrave le commerce international des animaux vivants et des produits animaux mais encore elle a un impact très négatif sur la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté dans le monde. C'est la raison pour laquelle les politiques et les activités destinées à combattre la fièvre aphteuse à tous les niveaux devraient être considérées comme un bien public. Et comme nous vivons dans un monde globalisé, un pays qui n'est pas capable de gérer cette maladie menace la planète tout entière.

La question a été à l'avant-plan des délibérations, centrée qu'elle était sur le thème de la réunion : "Vers le contrôle de la maladie à l'échelle mondiale".

Il y a dans le monde plus de 70 pays reconnus par l'OIE comme étant libres de la maladie. Il y a par contre 100 pays qui présentent des cas de maladie chronique ou périodique. La fièvre aphteuse est un problème lorsque des animaux vivants et de sous-produits animaux sont envoyés des zones touchées à des zones libres de la maladie. Réel est le risque, en particulier dans les pays qui n'ont pas une organisation institutionnelle et politique solide capable de réglementer et de mettre en place des mesures et des normes de sécurité.

La FIPA était représentée à la conférence par M. Roque Almeida des CAF (Uruguay).

Les participants ont reconnu la nécessité de pouvoir accéder partout dans le monde à des vaccins de qualité appropriée contre la fièvre aphteuse, en particulier dans les pays en développement. Ils ont également recommandé que soient intensifiées les campagnes de communication et de sensibilisation en vue de faire participer pleinement les décideurs de haut niveau et les agriculteurs, et ils ont préconisé le renforcement continu des services vétérinaires nationaux afin qu'ils se conforment aux normes de qualité de l'OIE.

Participation de la FIPA aux Pourparlers de Bonn sur le changement climatique

La réunion de Bonn, désormais connue sous le nom de « Bonn II » et qui s'est tenue du 1er au 12 juin, a marqué le point tournant du processus de négociation ; en effet, ce fut la première fois, depuis l'amorce du processus de Bali, que les délégués ont commencé à formuler des propositions précises dans certains domaines et à clarifier des points de convergence et de divergence.

La tendance générale indique que l'agriculture occupe une place de plus en plus grande dans les négociations. Il est clair aujourd'hui que les négociateurs ne peuvent parler d'atténuation sans tenir compte des terres et des pratiques agricoles.

La sixième session de la réunion a été consacrée au Groupe de travail spécial de l'action concertée à long terme au titre de la Convention (AWG-LCA). Il y a entre autres été question d'atténuation, d'adaptation, de finances, de technologie et d'une vision commune de l'action concertée à long terme. Les pressions exercées par la FIPA ont surtout porté sur ces débats et sur sa participation à l'AWG-LCA.

La version révisée du texte de la LCA vient d'être publiée. Ce document de 200 pages contient plusieurs références à l'agriculture et, surtout, une section complète sur l'agriculture à l'intérieur de la partie traitant de l'atténuation et des approches sectorielles. Le Secrétariat de la FIPA a fait une analyse de ce texte.

Ce document a été distribué au groupe d'experts de la FIPA sur le changement climatique pour recueillir leurs commentaires. La synthèse de ces commentaires a été envoyée à certains négociateurs avant la réunion de Bonn qui a eu lieu en août. Les prochaines réunions sur le climat (Bangkok, Barcelone) feront l'objet du même exercice.

La FIPA pourrait s'allier avec d'autres organisations partenaires de la communauté internationale telles que la Banque mondiale et la FAO qui ont sollicité notre collaboration sur des points communs pour le texte de négociation de la LCA. Nous conjuguons également nos efforts pour établir une stratégie de pressions à exercer auprès de plusieurs pays ciblés qui prennent part à ces négociations.

Pour la première fois dans l'histoire des négociations multilatérales sur le climat, l'importance de la terre dans le dossier du changement climatique est soulignée. La Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification et la sécheresse a organisé un événement parallèle d'une journée intitulée « La journée de la terre » le 6 juin. La FIPA a présenté un exposé à cet événement.

Voici les raisons pour lesquelles la terre et l'agriculture ne faisaient pas partie des négociations jusqu'à présent :

- Trop d'incertitude scientifique quant au carbone tellurique (potentiel, permanence)
- Priorité a été donnée aux changements de comportement qui s'imposent pour réduire les émissions de GES
- Il y a eu une menace possible de crédits de carbone forestier « bon marché » qui auraient pu inonder le marché du carbone et faire ainsi baisser le prix du carbone.

Toutefois, entre-temps, les recherches scientifiques ont progressé, et l'on est plus conscient aujourd'hui du fait que la demande pour les produits alimentaires augmentera parallèlement à la croissance démographique mondiale, ce qui pourrait probablement être source de déforestation, de perte de la biodiversité et d'augmentation des émissions de GES.

Voici certains résultats intéressants relatifs à des approches ou obstacles éventuels, ainsi qu'à la motivation politique d'inclure les questions agraires dans les accords sur le climat :

Motivation politique :

Les terres arides, dont les populations rurales dépendent surtout de l'agriculture (de subsistance), sont une véritable bombe à retardement. Les causes fondamentales se résument comme suit : pression démographique (la croissance mondiale a quadruplé depuis 1950), le fait que les zones arides soient durement frappées par le changement climatique et que ce sont déjà des régions où sévissent la plupart des conflits politiques et des désordres sociaux. Le changement climatique pourrait s'étendre à ces zones arides, ce qui donnerait lieu à un manque structurel de moyens pour répondre aux besoins les plus élémentaires. Les zones arides, les pratiques agricoles durables et la GDT sont sur la ligne de front de la scène politique.

Approches :

Pour les terres arides en particulier, des recherches scientifiques s'imposent pour localiser les effets des changements climatiques dans ces zones. Un deuxième aspect consiste à localiser et à étendre la connaissance des systèmes humains dans les zones arides. En d'autres termes, il nous faut connaître les échecs ou les succès du rétablissement des populations après les sécheresses au Sahel dans les années 1970. Enfin, le degré de préparation aux catastrophes est crucial. Il s'agit entre autres de gestion des risques, d'assurance et de stockage de l'eau.

Conférence régionale ANASE-FAO sur la sécurité alimentaire

Une conférence régionale sur la sécurité alimentaire organisée par l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) et la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) a eu lieu les 27 et 28 mai 2009 à Bangkok en Thaïlande. Elle a servi de suivi du Sommet de l'ANASE tenu en mars 2009 en vue de l'adoption et de la mise en oeuvre du cadre intégré pour la sécurité alimentaire et du Plan d'action stratégique sur la sécurité alimentaire dans la région de l'ANASE. La FIPA était représentée à cette conférence par Salvacion Bulatao de la Fédération des agriculteurs libres des Philippines.

Dans son discours, Mme Bulatao a confirmé que les documents susmentionnés sont une importante initiative sur le chemin qui mènera à une approche régionale en matière de sécurité alimentaire. Elle a souligné que le renforcement et la participation des organisations paysannes sont un élément essentiel du plan de sécurité alimentaire tout comme l'est la nécessité de laisser les agriculteurs parler pour eux-mêmes. Elle a appelé l'attention sur la déclaration des solutions des agriculteurs à la crise alimentaire mondiale qui avait été adoptée en 2008 au Congrès mondial des agriculteurs de la FIPA. Elle a enfin mis en relief les éléments suivants qui constituent les critères de succès d'un plan de sécurité alimentaire :

- Investir dans l'agriculture
 - Routes, ponts et ports
 - Infrastructure du marché
 - Communication
 - Mise au point et diffusion de techniques centrées sur l'agriculteur
- Mettre en place de filières d'approvisionnement en produits de base
- Gérer les risques
- Réagir aux changements climatiques
- Assurer les services écosystémiques
- Procéder à des échanges qui permettent aux agriculteurs de participer et de bénéficier
- Renforcer les organisations paysannes et les faire participer à la prise de décisions
- Faire participer les femmes et les jeunes agriculteurs
- Garantir l'accès à la terre, à l'eau et à d'autres ressources naturelles

A la Conférence, les dirigeants de l'ANASE se sont engagés à faire de la sécurité alimentaire une question permanente de politique générale hautement prioritaire et de passer en revue l'engagement pris par l'ANASE de réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Ils ont également reconnu l'importance de faire participer les organisations de la société civile et de l'appel lancé par ces dernières à l'ANASE et à ses Etats membres pour qu'ils ciblent les investissements en allouant des ressources en matière de production, de transformation et de commercialisation ainsi que des ressources financières, techniques et humaines à la petite agriculture durable.

Site Internet de l'ANASE : <http://www.aseansec.org/>

Demande de photos...

Si vous avez des photos d'un événement, sur le terrain ou de votre organisation membre que vous aimeriez faire paraître dans Agriculteurs du monde, envoyez-les nous.

Instructions :

- Les photos doivent être en haute résolution (environ 300 DPI).
- Ajoutez une légende (noms et description de la photo).
- Envoyez vos photos à : jessica.goodfellow@ifap.org



La 77e Session générale du Comité international de l'OIE

La 77e Session générale annuelle du Comité international de l'OIE (Organisation mondiale pour la santé animale) a eu lieu du 24 au 29 mai 2009 à Paris. M. Olsen (Danemark) et M. Osinga (Pays-Bas) y ont représenté la FIPA.

Le Comité international de l'OIE est l'organe qui arrête les politiques de l'OIE et supervise leur application. Plusieurs questions intéressant les agriculteurs ont été débattues comme la lutte contre les maladies animales et les zoonoses, les grands foyers récents de maladies et les risques de maladie dans les pays, sans oublier les questions de bien-être animal. L'adoption de normes internationales concernant la sécurité du commerce mondial des animaux et des produits d'origine animale a également été examinée.

En 2008 et 2009, les principaux foyers d'épidémie ont été les suivants :

- Influenza aviaire hautement pathogène H5N1 dans nombre de pays mais surtout en Indonésie, en Égypte, en Chine, au Viet Nam, au Bangladesh et en Inde.
- Des foyers de fièvre aphteuse au Moyen-Orient, en Afrique, en Asie du Sud et au Venezuela/Colombie.
- La peste des petits ruminants (PPR) se propage en Asie et en Afrique, le Maroc étant touché pour la première fois en 2007. De vastes campagnes de vaccination sont en cours.
- Des foyers d'hépatite enzootique (FVR) au Kenya et en Somalie ont fait de nombreuses victimes.
- Le virus de la fièvre catarrhale (VFC) a continué de causer des problèmes en Europe, avec des poussées de sérotype en Scandinavie mais aussi en Europe centrale. Plusieurs foyers d'épidémie sont causés par l'utilisation de vaccins modifiés. L'OIE a demandé que soient sévèrement punis ceux qui utilisent des vaccins non autorisés.
- La peste bovine n'est pas loin d'être éradiquée, le dernier pays infecté dans le monde étant la Somalie et une partie du Kenya. L'OIE et la FAO espèrent en annoncer l'éradication en 2010 ou 2011 et elles appellent tous les membres à faire preuve de la plus grande coopération.
- La maladie bleue du porc et son taux de mortalité de plus en plus élevé cause des problèmes en Chine, au Viet Nam et aux Philippines.
- La fièvre porcine africaine touche les animaux domestiques et sauvages dans les pays de l'Europe du Sud-Est. La Russie a fait savoir que cette maladie se propage tant vers l'est que vers l'ouest à cause de sangliers infectés.

Le sujet technique d'intérêt choisi cette année pour être présenté et débattu était l'impact des changements climatiques et écologiques sur les maladies animales émergentes et réémergentes et sur la production animale.

Sont vraisemblablement des maladies émergentes le virus du Nil, la peste équine, l'hépatite enzootique, la fièvre catarrhale,

la dermatose nodulaire contagieuse, la leishmaniose, la maladie hémorragique épizootique et les maladies transmises par les tiques. Les résultats d'un questionnaire distribué aux 172 pays membres de l'OIE révèlent que 58% des répondants ont identifié au moins une maladie émergente (ou réémergente) associée aux changements climatiques. Une approche stratégique à plus long terme est nécessaire dans tous les pays afin d'améliorer la surveillance, la planification des mesures d'urgence et les capacités d'intervention.

Au nom de la FIPA, M. Osinga a prononcé un discours reconnaissant que les agriculteurs prennent de plus en plus part aux activités de l'OIE par le biais de la coopération OIE/FIPA mais qu'il fallait encourager la collaboration afin d'assurer une meilleure représentation des agriculteurs.

Pour de plus amples renseignements, prière de lire le rapport détaillé.

ACTIVITÉS DES MEMBRES

Forum sur les défis et perspectives de l'agriculture paysanne quant à la sécurité alimentaire

Nous exigeons que notre droit à la sécurité alimentaire soit respecté ; tel était l'un des principaux messages exprimés à l'issue du Forum qui avait pour thème « Défis et perspectives de l'agriculture paysanne quant à la sécurité alimentaire ». Organisé par la Fédération agraire du district de Chuschi (FADICH) et la Fédération agraire nationale (CNA), ce forum a eu lieu le 15 juillet à Pampa Cangallo, district de Los Morochucos, Ayacucho (Pérou).

Près d'une centaine de représentants d'organisations paysannes et de groupes de femmes – dont la plupart étaient issus des provinces péruviennes de Cangallo, Fajardo et Vilcashuamán, et représentaient les institutions à la fois publiques et privées – se sont réunis le 15 juillet dans l'auditorium de la municipalité de Los Morochucos (Pérou) pour le Forum sur les défis et perspectives de l'agriculture paysanne.

Cette réunion avait pour objet la crise alimentaire actuelle, ainsi que l'urgent besoin de trouver des solutions de rechange durables – avec la participation concertée de tous les intervenants politiques, économiques et sociaux – pour faire face à cette crise.

Les conférenciers invités ont réitéré avec force l'importance d'assurer l'accès à la terre et à d'autres ressources naturelles pour garantir la sécurité alimentaire des populations, et ont également fait état des obligations des gouvernements à cet égard – ils doivent non seulement faciliter l'accès à ces ressources mais aussi en assurer l'utilisation durable. En outre, une excellente évaluation a été présentée du panorama agricole mondial, notamment des façons possibles de sortir de la crise ; l'accent a également été mis sur la nécessité de promouvoir la production diversifiée et à petite échelle pour veiller à ce que les populations demeurent à même de subvenir à leurs besoins et à leur alimentation.

Enfin, plusieurs cas de réussite ont été présentés à propos de l'emploi d'engrais biologiques, de clôtures vivantes et d'autres techniques agricoles traditionnelles appliquées à la lutte contre les ravageurs courants dans la région tels que le charançon de la pomme de terre des Andes – ravageur courant qui s'attaque aux cultures de maïs et de pomme de terre. Ces présentations, parmi d'autres, ont alimenté les débats des participants qui, à la fin de la session de la journée, ont dressé une liste de huit mesures

essentiels que le gouvernement du Pérou devait prendre à court et moyen terme pour juguler, voire contrer les effets immédiats de la crise.

Le prochain Forum sur les défis et perspectives de l'agriculture paysanne aura lieu en septembre 2009 dans la province de Vilcashuamán (Pérou).

La gestion des risques climatiques et l'assurance agricole ont été débattues en Uruguay

Du 4 au 5 juin a eu lieu à Montevideo un atelier-séminaire national et régional avec pour thème "La gestion des risques climatiques et l'assurance agricole". Il avait été organisé conjointement par le Ministère uruguayen de l'élevage, de l'agriculture et des pêches et le bureau de l'IICA en Uruguay. Son but était d'échanger et d'analyser des informations et d'examiner la façon la meilleure de faire face à la vulnérabilité de plus en plus grande de l'agriculture aux changements climatiques.

C'est l'agronome Gastón Rico (CAF-Uruguay) qui a ouvert le séminaire au nom de la FIPA en présence d'autorités nationales et régionales. Dans son discours d'ouverture, il a dit que la FIPA suivait de très près les questions qui touchent actuellement l'agriculture et les agriculteurs. Il a fait rapport sur les délibérations tenue à la réunion sur les changements climatiques qui avait eu lieu quelques semaines auparavant à Copenhague et fait référence en particulier à la déclaration remise au Ministre danois de l'environnement et de l'énergie demandant que l'agriculture fasse partie d'un accord post-Kyoto. La déclaration disait que la manière la plus rationnelle pour les agriculteurs de faire face aux conséquences des changements climatiques était de passer de la gestion des crises à la gestion des risques.

Au séminaire, après avoir débattu du rôle des politiques de gestion des risques et de l'importance de l'assurance pour faire croître le secteur agricole, les représentants de différentes organisations internationales ont parlé de la coopération internationale et de leur expérience dans le domaine de l'élaboration de politiques de gestion des risques et de promotion de l'assurance agricole.

Les participants ont parlé de leur expérience en matière de réassurance pour ensuite se demander comment assurer la couverture des exploitations agricoles et faire face aux problèmes systémiques et catastrophes naturelles dans des conditions en évolution constante.

Les participants ont ultérieurement débattu de politiques et méthodes de gestion des risques et d'assurance agricole. Mention spécifique a été faite de la nécessité de renforcer les institutions et de favoriser la coopération entre les institutions et les entreprises en matière de gestion des risques et d'assurance agricole.

Le deuxième groupe a examiné les normes requises pour assurer la couverture nécessaire à l'équilibre entre les besoins du secteur public, de l'agriculture et de l'industrie des assurances.

Les participants ont ensuite examiné les systèmes d'information à mettre en place pour appuyer la gestion des risques et l'assurance agricole; enfin, ils ont à l'occasion d'une table ronde étudié les initiatives et politiques permettant de développer le marché de l'assurance agricole

Accord IICA-ALASA

Un accord de coopération technique a été signé au séminaire par l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et l'Association des assureurs agricoles (ALASA) qui rassemble des assureurs d'Europe et d'Amérique – et cet accord facilitera l'échange d'informations, la formation et l'élaboration de projets pour les ressources destinées au développement de l'assurance agricole.

JUILLET - AOÛT 2009



L'ACTUALITÉ INTERNATIONALE

Lancement d'un nouveau site Web sur les Indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles (ASTI)

L'initiative des Indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles (ASTI) a lancé un nouveau site Web: www.asti.cgiar.org.

ASTI, géré par l'Institut International de Recherche sur les Politiques Alimentaires (IFPRI), est l'une des rares sources de statistiques sur la recherche et le développement (R&D) agricoles dans les pays à revenu faible ou moyen. Cette initiative consiste à compiler, à analyser et à publier des données sur les progrès, les investissements et les capacités des institutions en matière de R&D agricoles à l'échelon national, régional et international.

Les outils et le caractère fonctionnel de ce site Web amélioré d'ASTI rendent l'information clé plus conviviale et plus facile d'accès pour les intéressés. Ce site Web prendra encore de l'expansion dans l'avenir pour inclure des liens avec d'autres ensembles de données relatives à la S&T dans les domaines agricole et alimentaire. Voici quelques caractéristiques de ce nouveau site Web d'ASTI :

- Localiser, consulter et comparer les données de S&T agricoles de plus de 60 pays à revenu faible ou moyen
- Télécharger et exporter des ensembles de données en séries temporelles sur l'investissement et les capacités à l'échelon mondial
- Accéder au répertoire du site Web d'ASTI, qui offre des liens sur un grand nombre toujours croissant d'agences de R&D agricoles dans le monde entier
- Télécharger un vaste éventail de publications nationales, régionales et internationales d'ASTI

Cet article a été rédigé par l'IFPRI.

Agriculteurs du monde est publié par le Secrétariat de la Fédération Internationale des Producteurs Agricoles.

Ce bulletin paraît en anglais, en français et en espagnol, et peut être consulté sur le site Internet de la FIPA : <http://www.ifap.org>

Veuillez envoyer vos commentaires à :
Neil Sorensen ou Jessica Goodfellow
neil.sorensen@ifap.org, jessica.goodfellow@ifap.org
60, rue SaintLazare,
75009 Paris – France
Tél. : +33 1 45 26 05 53 Téléc. : +33 1 48 74 72 12

Avis : Les lecteurs sont invités à faire circuler ou à reproduire cette publication, à condition que la source soit dûment identifiée.

ISSN: 1282-3554